

Perspectives

N°21/005 – 11 janvier 2021

ITALIE – Chronique de la vie politique : de la crise pilotée à la crise ouverte

Il n'y a pas que la botte qui soit une zone sismique, la politique italienne est également sujette à la tectonique des plaques. En espérant que le gouvernement Conte ne sera pas englouti dans le trou de la discorde. Alors que l'inimitié entre le président du Conseil et Matteo Renzi était déjà palpable avant l'avènement de la nouvelle année, la crise politique a pris une nouvelle dimension la semaine dernière avec plusieurs hypothèses à la clef, allant du simple remaniement ministériel à de nouvelles élections anticipées.

Le sujet de la discorde : une histoire de gros sous

Les tensions entre le président du Conseil et le chef de file d'*Italia Viva* avaient émergé autour de la gestion du plan de relance et de l'utilisation des fonds du MES. Dans une lettre ouverte adressée à la presse à la fin du mois dernier, Matteo Renzi a critiqué l'approche de Giuseppe Conte concernant la gestion du NGEU qui s'appuierait sur un cabinet spécial chapeauté par le triumvirat du président du Conseil, du ministre des Finances et celui du Développement économique. Le retour sur la polémique de l'utilisation ou non des 36 milliards du Mécanisme Européen de Stabilité est également dans la balance. Soutenue par M. Renzi et le parti démocrate, elle continue à trouver une vive opposition auprès du M5S et de l'opposition de droite. Mais derrière l'histoire de gros sous, c'est le contrôle de G. Conte qui est ligne de mire et qui est à l'origine de ce que certains estiment être une crise pilotée.

D'autant que M. Renzi, en dépit de ses 4% dans les suffrages, possède une lourde monnaie d'échange. *Italia Viva* n'est qu'un partenaire mineur de la coalition au pouvoir qui soutient le Conte bis, composé en outre du PD, du MS5, de LUE. Cependant, la majorité au Parlement, et en particulier au Sénat, est si étroite qu'elle dépend du soutien des dix-huit sénateurs d'*Italia Viva*. Comme les deux chambres du Parlement italien ont exactement le même rôle dans l'approbation de chaque acte législatif, ne pas contrôler la majorité dans l'une des chambres équivaut à perdre la majorité dans l'ensemble du Parlement.

Manœuvres politiciennes : un jeu à trois coups

Comme aucun compromis n'a été trouvé, les tensions ont dégénéré en conflit ouvert. *Italia Viva* a menacé de retirer ses ministres du gouvernement, au risque de plonger le pays dans une nouvelle crise politique et de possibles élections anticipées. Mais pourquoi prendre ce risque où la majorité à tout à perdre ? Un rapide coup d'œil au sondage n'indique pas de bouleversement de tendance avec une Ligue toujours en tête, malgré la montée en puissance des *Fratelli d'Italia*, suivie du PD et d'un MS5 qui se réduit comme peau de chagrin. Face à la gravité du contexte, les appels à la responsabilité se sont multipliés jusqu'au plus haut sommet de l'État. De l'extérieur, cette stratégie d'un parti minoritaire peut sembler peu rationnelle. Certains pourraient y lire une énième sortie de M. Renzi qui vient encore jouer les triblions à la droite de la gauche. Mais il se pourrait que M. Renzi dise tout haut ce que Zingaretti pense tout bas. Derrière les passes d'armes entre *Italia Viva* et Conte, tempérées par les appels à la responsabilité de Zingaretti, se cachent d'âpre négociations menées en coulisse par les trois médiateurs, Bettini, Spadafora et même Di Maio.

Mais à trop jouer avec le feu, on risque de s'y brûler les ailes

Les tensions semblaient à leur paroxysme en fin de semaine. Les derniers bruits de couloir indiquaient que les stratégies des uns et des autres menaient à une impasse. Le jeu d'équilibre politique qui visait à accroître le poids de la gauche dans le contrôle du gouvernement, tout en limitant les prérogatives du Premier ministre, fortement élargies par la gestion de la crise sanitaire, tombait à l'eau. Giuseppe Conte, qui, jusqu'à présent s'était appuyé sur les fractures de la majorité, a certes changé son fusil d'épaule en accédant à plusieurs demandes d'*Italia Viva*. Mais il semblait oublier la nature éjectable de son siège. Il menaçait d'aller devant les chambres, même sans le soutien de la majorité. Certains disent qu'il pourrait ne pas craindre de nouvelles élections et ambitionnerait de mener sa propre liste en surfant sur sa gestion de la crise.

En fin de semaine, M. Renzi persiste et signe que sans changement à la tête de l'exécutif aucune issue n'est possible. Coup de bluff, inimitié réelle, les rumeurs vont bon train ? Négocie-t-il son propre ministère, ce qu'il nie. Dépassé par l'opération Renzi, le PD qui jouait la montre sort de son silence et tape du poing sur la table. Le mot d'ordre est « pas d'alternative à Giuseppe Conte ». Un mot d'ordre soutenu aussi par le M5S, qui revigoré par l'appel de Beppe Grillo, fait corps derrière le Premier ministre.

La réunion de vendredi qui se voulait décisive s'est soldée par une main tendue du président du Conseil confirmé par un long message Facebook ce samedi. Ce dernier est prêt à accéder à certaines demandes d'*Italia Viva*, qui a pour sa part fait savoir qu'elle ne se prononcerait que sur le texte complet du Plan de relance et non sur les trente pages qui lui ont été présentées.

Tous les scénarii sont encore possibles : si *Italia Viva*, ne retire pas son soutien à la majorité, la voie est ouverte pour un remaniement ministériel qui déboucherait sur le Conte Ter. Si Renzi retire son soutien trois options sont possibles. Le Premier ministre pourrait demander un vote du Parlement pour « coincer » *Italia Viva* et conserverait une courte majorité numérique avec l'aide de sénateurs dits « responsables ». Mais cette option est jugée trop fragile par le PD, de même que par le président Sergio Mattarella. Si cette initiative venait à échouer, il resterait en dernier recours le choix d'un gouvernement technique, ultime option avant des élections dont personne ne semble vouloir. Ces prérogatives se limiteraient à la gestion de la campagne vaccinale et du plan de relance. Le nom de Mario Draghi a été évoqué à plusieurs reprises. Cette solution est promue par entre autres par *Forza Italia*, puisqu'elle lui permettrait de rentrer de nouveau dans la partie et de peser dans les attributions de l'enveloppe européenne. De même, la Ligue pourrait soutenir à demi-mot cette initiative avec un Matteo Salvini qui se retrouverait coincé entre deux feux, les pressions de son aile libérale au nord qui le poussent à ne perdre le *lead* du centre-droit et le risque de perdre des voix à sa droite au profit de Giorgia Meloni.

Il est difficile d'imaginer que la majorité se laisse déposséder de la gestion du plan de relance. Ainsi, après une semaine de tensions, le premier scénario semble le plus probable. Quitte à avaler quelques couleuvres, le Premier ministre devrait céder face aux demandes d'*Italia Viva*, qui a quelque peu recentré son discours autour de l'enjeu du plan de relance ce week-end.

[Article publié le 8 janvier 2021 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine](#) – Actualisé le 11 janvier 2021

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
08/01/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
06/01/2021	<u>Scénario macro-économique 2021-2022 : au-delà d'une reprise chaotique, des cicatrices durables</u>	Monde
22/12/2020	<u>Espagne – Scénario 2021-2022 : incertitudes persistantes en 2021</u>	Espagne
22/12/2020	<u>Italie – Scénario 2021-2022 : 2021 bis repetita ?</u>	Italie
22/12/2020	<u>Zone euro – Scénario macro-économique 2021-2022 : entre promesses et menaces</u>	UE
18/12/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
18/12/2020	<u>Allemagne – Scénario 2021-2022 : une croissance subordonnée au risque sanitaire et au soutien de la politique budgétaire</u>	UE
18/12/2020	<u>Royaume-Uni – Scénario 2021-2022 : des combats à gagner avant toute reprise durable</u>	Royaume-Uni
17/12/2020	<u>Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : au-delà d'une reprise chaotique, des cicatrices durables</u>	Monde
17/12/2020	<u>Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : prévisions économiques et financières</u>	Monde
16/12/2020	<u>Vidéo - Bilan 2020 et perspectives économiques 2021</u>	Monde
16/12/2020	<u>France – Scénario 2021-2022 : quelle sortie de crise ?</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques :** Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.